

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

### Premier trimestre 2025

Durant le premier trimestre 2025, la croissance du PIB s'améliore sous l'effet du bon comportement du secteur agricole et du tourisme alors que pour les autres secteurs la croissance continue à être atone notamment pour le secteur industriel. L'inflation diminue mais demeure encore élevée pour l'alimentation et le taux de chômage baisse bien que le marché de l'emploi demeure tendu pour les jeunes et les diplômés du supérieur.

Le déficit de la balance des paiements s'aggrave sous l'effet du creusement du déficit commercial, malgré la bonne tenue des recettes touristiques et des revenus du travail. Ceci s'explique notamment par la forte augmentation des importations des biens d'équipement et des matières premières et demi produits pour accompagner la reprise de croissance et de l'investissement.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une détente dans la mesure où l'équilibre du Budget s'est traduit par un excédent avec toutefois des baisses pour certaines dépenses notamment les dépenses de gestion et d'investissement.

Les développements qui suivent expliciteront ces évolutions au niveau des différents agrégats.

#### 1. La production : une reprise de la croissance sous l'effet du bon comportement du secteur agricole.

Selon les estimations issues des comptes nationaux trimestriels publiés par l'INS, le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume, corrigé des variations saisonnières, a enregistré une croissance au taux de 1.6% sur un an au cours du premier trimestre de l'année 2025. Par rapport au quatrième trimestre de l'année 2024, le PIB en volume aura diminué de 0.2%.

	2024				2025
	I	II	III	IV	I
<b>Croissance du PIB en %</b>					
Glissement annuel	0.3	1.0	1.8	2.4	1.6
Variation trimestrielle	0.6	0.0	0.8	0.8	-0.2

Cette croissance est due notamment à l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur agricole, du secteur des industries agro-alimentaire, des mines et du secteur hôtels, cafés et restaurants en revanche plusieurs secteurs ont enregistré soit une croissance faible soit même des baisses de la valeur ajoutée comme le montre le tableau suivant :

Secteurs ayant enregistré une augmentation	1e trimestre 2025 (en %)
Agriculture	7.0
Industrie agricole et alimentaire	6.5
Mines	12.1
Hôtels, cafés et restaurants	5.7
Construction	
<b>Secteurs ayant enregistré une croissance faible</b>	
Dont :	
Industrie mécanique et électrique	0.9
Information et communication	0.1
<b>Secteurs ayant enregistré une baisse de la VA</b>	
Textile, habillement et cuir	-0.9
Chimie	-2.0
Energie	-4.2
Transport et entreposage	-0.7
Activités financières et assurance	-8.5

Pour ce qui est de la contribution de la demande finale à la croissance, l'on relève une contribution positive de 4.0 points de pourcentage de la demande intérieure, consommation et investissement, qui a augmenté de 3.7% par rapport au premier trimestre de 2024. Par contre, la contribution des échanges avec l'extérieur a été négative de 2.4 points de pourcentage du fait d'une croissance des importations de 8.6% supérieure à celle des exportations de 4.5%.

La croissance au premier trimestre ( 1.6%) demeure toutefois insuffisante pour concrétiser l'objectif de 3.7% prévu par le Budget pour l'ensemble de l'année. La Banque Mondiale prévoit dans son rapport sur la situation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, publié en mai 2025, une croissance de 1.9% pour la Tunisie en 2025. Cette croissance serait portée par de meilleures précipitations et une stabilisation progressive dans les secteurs clés.

## 2. Le marché de l'emploi : Baisse du taux de chômage mais le marché continue à être tendu pour les jeunes et les diplômés du supérieur

Au premier trimestre de 2025, le taux de chômage diminue pour atteindre 15,7 %, contre 16,2 % au premier trimestre 2024. Par sexe, le taux de chômage a stagné pour les hommes, s'établissant à 13,6% et il a baissé pour les femmes, passant à 20,3 % contre 21,1 % une année auparavant.

Les jeunes de 15 à 24 ans a reculé pour s'établir à 37,7 %, après 39.2% au premier trimestre 2024. Cette baisse concerne aussi bien les hommes (38,4 %) que les femmes (36,3 %).

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a légèrement augmenté pour atteindre 23,5 % au premier trimestre de l'année 2025 contre 23 % au premier trimestre 2024. Ce taux est de 13,6 % chez les hommes et de 30,7 % chez les femmes.

## 3. L'investissement enregistre quelques signaux d'amélioration

Durant le premier trimestre de 2025, l'investissement enregistre des signaux d'amélioration.

Les importations de biens d'équipement, indicateur important, largement corrélé avec l'investissement, augmente de 18.3% par rapport à la même période de 2025

L'encours des crédits à l'économie s'est inscrit en hausse graduelle au mois de février 2025, progressant de 3,2% (en glissement annuel). Ce renforcement a concerné quasiment tous les secteurs.

S'agissant des crédits aux professionnels, ils se sont accrus de 3,1% au mois de février 2025, Cette évolution a marqué tant les crédits d'exploitation que les crédits d'investissement.

Les investissements directs étrangers (IDE), augmentent de 25,6 % sur un an durant le premier trimestre de 2025.

Le secteur industriel connaît une croissance de 72,3 %, des investissements comparés, au premier trimestre 2024. En revanche, d'autres secteurs clés affichent un recul. Les investissements dans l'énergie se contractent de 14,1 %, et les services subissent un repli de 11,5 %, à 74,8 millions de dinars.

#### 4. L'inflation : Poursuite de la détente de l'inflation

Le taux d'inflation annuel a accéléré à 5,9% en mars 2025, contre 7.6% une année auparavant.

Cette évolution s'explique notamment par celles des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (7,8%), des vêtements et des chaussures (11,7%), du mobilier et des équipements ménagers et de l'entretien (5,5%, inchangé). L'inflation du logement et des services publics a légèrement diminué et les transports sont restés stables à 3,2%.

En mars 2025, le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) demeure stable avec un taux de 5.7%. Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 7,2% sur un an, tandis que les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 1,6%.

Les produits alimentaires libre ont connu une hausse de 8,7% contre 1,1% pour les produits alimentaires encadrés..

Le groupe « Produits manufacturés » et le groupe « Alimentaire frais » sont les secteurs ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation globale soit respectivement 2,2% et 2,3%. Le groupe « Non alimentaire libre » et le groupe « Alimentaire libre » sont les groupes ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation soit respectivement 3,4% et 2,2%.

#### 5. Les échanges commerciaux : Le déficit de la balance commerciale s'aggrave sous l'effet du creusement du déficit énergétique

Durant le premier trimestre de l'année 2025, les échanges commerciaux avec l'extérieur aux prix courants sont marqués par une baisse des exportations de 5.9% alors que les importations ont augmenté de 5.5% par rapport à la même période de 2024.

Il en est résulté une augmentation du déficit commercial qui s'établit à un niveau de (-5050,5 MD) contre (-3027,4 MD) durant le premier trimestre de l'année 2024. Le taux de couverture atteint un niveau de (75,2%) contre (84,3%) durant la même période en 2024.

(En MD)	Année 2023	année 2024	année 2025	2024/23	2025/24
---------	------------	------------	------------	---------	---------

Exportations	15 614.7	16 287.9	15 325.1	4.3%	-5.9
Importations	19 460.5	19 315.3	20 375.5	-4.4 %	2.2%
<b>Déficit commercial</b>	<b>3 847.5</b>	<b>3.027.4</b>	<b>5050.7</b>		
<b>Taux de couverture</b>	<b>80.2%</b>	<b>84.3 %</b>	<b>75..2 %</b>		

Selon les secteurs d'activité les exportations ont enregistré une baisse dans pratiquement tous les secteurs

-Energie de -34) sous l'effet de la diminution de nos ventes des produits raffinés (78,2MD contre 499,3MD),

-L'industries agro-alimentaires -18% à la suite de la baisse des ventes en huiles d'olives (1442,3MD contre 1879,8MD),

-Industries mécaniques et électriques avec un taux de -2,4%

-Le secteur textile, habillement et cuirs avec un taux de -2,6%

-Le secteur de mines, phosphates et dérivés de -8,6%

Pour les importations selon les groupements des produits, elles ont enregistré une augmentation au niveau des importations des biens d'équipement de 18,3%, des matières premières et demi-produits de 5,1%, en relation avec l'amélioration de l'investissement et de la production, les biens de consommation sont aussi en hausse de 13,9%. En revanche, les importations des produits énergétiques ont enregistré une baisse de 9,6% et les produits alimentaires de 2,1%.

Par ailleurs, il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -2168,8 MD, tandis que le déficit de la balance énergétique s'établit à -2881,7 MD, contre (-2943,3 MD) durant le premier trimestre de l'année 2024.

## 6. Situation de la balance des paiements : Le déficit courant s'aggrave

Au niveau de la balance des paiements, le creusement du déficit commercial, en raison de l'accélération des importations et la baisse des exportations, pèse sur la balance des paiements. Le déficit courant s'est élargi à 3.260 MDT (ou 1,8% du PIB) au terme du mois d'avril 2025 contre 1.074 MDT (ou 0,6% du PIB) un an auparavant malgré les performances positives des recettes touristiques et des revenus de travail.

Les réserves en devises se sont situées à 22,7 milliards de dinars (ou 98 jours d'importations) à la date du 29 mai 2025 contre 27,3 milliards (ou 121 jours) à fin 2024. Pour sa part, le taux de change du Dinar s'est relativement bien comporté vis-à-vis des principales devises, continuant de soutenir le processus désinflationniste en cours.

## 7. Le budget de l'Etat : Amélioration des indicateurs budgétaires avec un poids croissants du service de dette

Le budget de l'État a dégagé, au premier trimestre 2025, un excédent de 2 milliards de dinars, en hausse de 74 % par rapport à la même période en 2024, selon la note sur « les résultats provisoires de l'exécution du budget » publiée par le ministère des Finances.

Cette performance repose essentiellement sur une hausse des ressources budgétaires de 3,9 %, atteignant 12,5 milliards de dinars. Les recettes fiscales ont progressé de 7,7 %, atteignant 11,2 milliards

de dinars, alors que les recettes non fiscales ont connu qu'une légère augmentation de 2 %, s'élevant à près de 1,2 milliard de dinars.

L'augmentation des recettes fiscales s'explique essentiellement par celle des impôts sur le revenu de 6,2 % par rapport à la même période en 2024 et notamment l'impôt sur les sociétés qui a enregistré une hausse de 19,5 %.

En matière d'impôts indirects, la TVA augmente de 6,1 % en glissement annuel. Les droits de consommation et les droits de douanes ont, respectivement, rapporté 898,1 MTND et 548,1 MTND

Quant aux recettes non fiscales, elles ont atteint 1 180,0 MTND. Les redevances du Gazoduc algérien se chiffrent à 51,1 MTND, et les revenus des participations étaient de 681,7 MTND.

Les dépenses budgétaires sont restées quasiment stables à 10,3 milliards de dinars, en recul de 0,6 %.

L'on relève les évolutions suivantes pour les différentes rubriques :

Les dépenses de rémunération, atteignent 54,8 milliards de dinars.	+3%
Les interventions publiques, soit s'élève 4 milliards de dinars.	+16%
Les dépenses d'investissement, limitées à 0,5 milliard de dinars.	-33.7%
Les dépenses de gestion, ont baissé à 0,2 milliard de dinars.%	-27.7%

Les charges de financement (intérêts de la dette) ont chuté de 10,4 %, à 1,6 milliard de dinars, contre 1,8 milliard un an auparavant.

Cependant, le service total de la dette publique a grimpé de 26 %, pour atteindre plus de 9 milliards de dinars, dont 57 % sont liés à la dette extérieure ( 5,2 milliards de dinars).

Les ressources de trésorerie ont augmenté de 49,8 %, à 5,5 milliards de dinars, destinées principalement au remboursement du principal de la dette.

## 8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires au premier semestre 2025 sont marqués notamment par le niveau de l'activité et l'effet de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation des chèques

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 12.5% sur un an. Cette hausse s'explique principalement par la promulgation de la loi sur les chèques et la suppression de la limite légale pour la détention des sommes en espèce et de l'exigence pour de justification pour la détention de fonds.

Le refinancement de la BCT enregistre une baisse de l'ordre de 2.6%. Un faible volume de refinancement peut indiquer une situation économique plus stable et moins de demandes de crédit.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de 7.9% de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 28.9 Milliards de dinars avec une baisse de 29.9% de l'encours des bons de trésor à court teurs

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
28/03/24	21 261	15 542	26789	23 262	3.3767	3.1195
28/03/25	23 923	15 120	28 910	23 910	3.3448	3.1074
<b>Evolution en %</b>	<b>12.5</b>	<b>-2.6</b>	<b>7.9</b>	<b>2.8</b>	<b>-0.9</b>	<b>-0.4</b>

## Conclusion

La situation économique au premier trimestre est mitigée. La croissance connaît une reprise qui s'explique essentiellement par celle de l'agriculture et du tourisme, les autres secteurs enregistrent une croissance faible voir négative, en particulier les secteurs clés de l'industrie à savoir le textile, habillement et cuir et les industries mécaniques et électriques, majoritairement exportateurs, leurs exportations ayant accusé une baisse. Cette situation s'explique certes par le contexte mondial, marqué notamment par l'incertitude en matière de politique commerciale et la faible croissance dans la zone Euro notre partenaire principal, elle s'explique aussi par des facteurs endogènes : la faiblesse de la productivité et de la compétitivité globale de l'économie Tunisienne.

L'investissement enregistre de son côté quelques signaux d'amélioration, mais le niveau reste en deçà des attentes.

Des efforts doivent donc être déployés pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie en vue d'assurer une reprise significative de l'investissement et consolider la dynamique que connaissent les IDE de manière à assurer une croissance soutenue susceptible d'intensifier les créations d'emploi et de réduire de manière durable le taux de chômage.

**Mots clés : Note de conjoncture premier trimestre 2025, bulletin de conjoncture TI 2025**